

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Les-vautours-et-l-oubli-tournent-au-dessus-de-l-Argentine>

« Les vautours » et l'oubli tournent au dessus de l'Argentine

- Argentine -

Date de mise en ligne : mardi 20 novembre 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

« La race humaine est un Prométhée déchiré par les vautours »

► Conseils d'Esculape -

Peu de spécialistes de la dynamique politique latinoaméricaine se sont rendus compte qu'après le coup d'État au Paraguay de juin dernier, la toile d'araignée médiatique internationale et nationale a commencé à tisser ses fils autour du gouvernement actuel de l'Argentine, dirigé par Cristina Fernández.

La situation commence à s'étendre de plus en plus, essayant d'entrelacer tout et spécialement l'opinion publique nationale pour qu'elle rejette la gestion de la présidente qui représente un contre-pied au néolibéralisme effréné « d'illuminés globalisateurs ».

Le dernier cacerolazo dit du 8-N qui a eu lieu le 8 novembre dernier et qui a réussi à réunir environ 50 000 manifestants dans la capitale et 200 000 dans tout le pays, a été convoqué par plus de 40 profils de *Facebook* qui ensuite ont inclus d'autres réseaux sociaux.

La journaliste et chercheuse argentine, Stella Calloni a dénoncé la participation de 27 réseaux sociaux liés à différentes fondations nationales comme la « **Fundación Libertad y Progreso** », « **Unión para Todos** », « **Cómo Pensar** » qui représentent l'extrême droite et plusieurs les autres comme « Una America » qui est active au sein des sous-officiers de l'armée et de la police. Selon son enquête, les protecteurs de cette marche contre le gouvernement firent les quotidiens *Clarín*, *La Nación*, le chef du gouvernement de la ville du Buenos Aires, Mauricio Macri, la *Société Rurale* et quelques quarante autres promoteurs liés avec les partis de droite ou de centre-droite. Les groupes nazis d'Alejandro Biondini et des défenseurs des génocides n'étaient pas absents.

Stella Calloni dit qu'ils ont utilisé la même tactique et stratégie que les adversaires de Hugo Chávez au Venezuela, d'Evo Morales en Bolivie et de Rafael Correa en Équateur.

Jusqu'aux revendications globalisées sous la devise de la lutte contre la corruption, la politique économique du gouvernement et le manque de la liberté et la sécurité dans le pays et contre la monopolisation des médias. On voyait aussi la main de beaucoup d'*Organisations non gouvernementales* (ONGs) financés par l'*Agence des États-Unis pour le Développement International* (USAID), la *Fondation Nationale pour la Démocratie* (NED) et par son homologue espagnole la *Fondation pour l'Analyse et les Études sociales* (FAES) dirigé par l'ex- premier ministre espagnol José Marie Aznar. Ce qui fut nouveau, c'est que les organisateurs de la manifestation, qui a commencé dans l'aristocratique Barrio Norte de Buenos Aires, ont réussi à capitaliser un mécontentement de la classe moyenne contre le gouvernement, incité chaque jour par le groupe *Clarín* porte-parole des riches et des puissants tant argentins qu'étrangers.

En même temps, une main obscure au sein du gouvernement de la capitale n'a pas récolté les ordures pendant une semaine pour provoquer un plus grand mécontentement dans la classe moyenne, qui est devenue la principale force de la protestation. Cependant, les mouvements populaires comme les piqueteros, les écologistes, les représentants des droits de l'homme, les organisations des peuples indigènes n'étaient pas présentes car leur connaissance de la réalité nationale et leur intuition politique ne leur permet pas d'avoir confiance dans les consignes de la droite, représentée par Mauricio Macri qui veut être un Henrique Capriles argentin offrant au peuple, comme au vénézuélien, un retour au passé et une nouvelle dépendance économique des États-Unis.

Cristina Fernández avait raison quand elle a dit en 2009 que « ce que nous vivons est une bataille culturelle » qu'ont lancée les secteurs privilégiés pour discréditer et disloquer le processus de redistribution de la richesse initié depuis 2003 en Argentine. Leur intention est de fracturer et de casser l'alliance entre le gouvernement et le mouvement syndical pour mettre fin à la coalition politique - sociale actuelle du gouvernement. Le groupe de médias *Clarín*, principal actionnaire du ***Diario La Prensa de Nueva York***, est le moteur de cette campagne qui méthodiquement et de façon sophistiquée a transformé l'information en désinformation pour défendre les intérêts de la classe privilégiée à qui elle appartient.

Cette guerre médiatique s'est intensifiée après que le gouvernement a approuvé la loi sur la concentration des médias. Tout de suite les leaders de ce megagroupe ont présenté la loi comme une tentative du gouvernement d'étatiser et de contrôler la presse nationale en créant la confusion notamment dans la classe moyenne et même dans des certains cercles de la gauche. A titre de comparaison la chose est survenue en l'Équateur après une loi semblable promulguée par le gouvernement de Rafael Correa. Il semble que les mondialisateurs ont perçu la classe moyenne latinoaméricaine, en Argentine, au Venezuela, en Équateur et en Bolivie, comme un secteur social fort dubitatif et facilement maniable compte tenu de sa méfiance historique dans les forces populaires.

La protestation 8-N confirme cette affirmation puisque précisément cette classe a accepté et a arboré la consigne de droite que « l'Argentine de maintenant vit la réalité qui est assez pareille à la fin des années 1990 et au commencement de 2000 », c'est-à-dire l'étape du « corralito ». L'introduction de la restriction des retraits des dépôts dans les banques argentines en 2001 a fait éclater le pays, avec comme conséquence des morts et des blessés, faisant trembler les institutions de la nation. Pour tout observateur, chercher une ressemblance entre 2001 et 2012 est hors de propos et complètement absurde notamment alors que le modèle économique argentin actuel pourrait être implanté au Canada et en Australie. En accord avec l'économiste Gerald Epstein du *Political Economy Research Institute* de l'université de Massachusetts, la dernière réforme du gouvernement qui facilite le rapprochement de la Banque Centrale avec le gouvernement est semblable aux mesures qui ont aidées la reprise économique et le développement de la Chine, de la Corée du Sud, de Taiwan et de l'Inde après la Deuxième Guerre mondiale.

Justement les oligarques argentins ne veulent pas reconnaître tout cela, traînant derrière eux la classe moyenne et y compris certains pans de gauche, précisément quand la lutte pour discréditer et faire tomber, le gouvernement de Cristina Fernández gagne le niveau international. Les dits « vautours financiers » qui sont *Fonds de Dette à Problèmes* qui se consacrent à l'achat de dettes souveraines et des dettes d'entreprises à problèmes, ont vu leur moment arrivé pour assener un coup au prestige national argentin.

Tous ces fonds travaillent avec les services d'intelligence et l'un d'eux, *NML Capital*, filiale d'*Elliot Associates* qui appartient à Paul Singer, enregistré aux Iles Cayman, paradis fiscal, a fait saisir la frégate argentine « Libertad » de l'École Navale de la Marine pendant sa visite officielle au Ghana par ordre d'un tribunal de ce pays. La justice ghanéenne a accepté la plainte de ce fond spéculatif pour 370 millions de dollars de bons impayés de la dette depuis la cessation de paiement déclarée pour 100 milliards de dollars par l'Argentine en 2001 à la suite d'une crise sévère qui menaçait l'existence de la nation. Par la suite en 2005 et 2010 le pays a réalisé une refonte de sa dette validée par la « *Loi Cerrojo* » qui a été acceptée par 93 % de ses créanciers.

NML Capital n'a pas accepté les conditions de la refonte de la dette avec plusieurs autres fonds à risque et a attaqué le pays, obtenant qu'un juge des États-Unis, Thomas Griesa émit un jugement favorable à NML selon la clause « *pari passu* » permettant à cette compagnie d'exiger le blocage des actifs que l'Argentine a à l'extérieur. Un autre navire argentin, la corvette « Espora » amarré au Cap pour un problème mécanique pourrait avoir le même problème.

Actuellement l'Argentine subit une attaque systématique d'autres « fonds vautours » et doit faire face à quelques 50

« Les vautours » et l'oubli tournent au dessus de l'Argentine

procédures. Le cas de la frégate « Liberté » a quelque chose de la théorie de la conspiration parce qu'initialement son itinéraire ne comprenait pas le Ghana mais le Nigeria, justement pour éviter des problèmes de procès et d'embargos. Cependant, au dernier moment le Nigeria a été changé pour le Ghana sans que le Ministère de la Défense consulte le ministère des Affaires Etrangères qui a la responsabilité de signaler les pays où peuvent surgir des problèmes avec la justice à causes des procédures des « fonds vautours ».

Le *modus vivendi* de ces organismes est décrit avec détails, par le journaliste Us Greg Palast dans son livre « *Pique-nique de Vautours* » (*Vultures' Pic-nic*). Dans son ouvrage, l'auteur décrit comment ces fonds sont à la chasse des actifs toxiques, soudoyant des hommes politiques, finançant les campagnes électorales (NML a apporté un soutien financier généreux à Mitt Romney pendant la campagne électorale nord-américaine), offrant de l'argent à des journalistes et des donations à des fondations pour qu'ils participent à la poursuites des cibles. Ainsi *Elliot Associates* a acheté une part de la dette péruvienne dont la valeur nominale était 20,7 millions de dollars en 1996 au prix réduit de 11,4 millions et après a obligé le Pérou à payer en 2001 un sauvetage de 56 millions de dollars pour éviter le blocage du système de paiements du Pérou à ses créanciers ce qui aurait signifié pour le pays un défaut de paiement.

La même chose est arrivée avec le Liberia, le Congo Brazzaville, la république Démocratique du Congo, la Zambie, le Nicaragua et dans tant d'autres pays. Maintenant, c'est l'Argentine qui doit affronter ces bandits financiers et déjà on peut imaginer l'avenir de la Grèce, de l'Espagne, de l'Italie, du Portugal, de l'Irlande où les « vautours » achètent à un bon prix et précipitamment leurs dettes qui se soldent non en millions ou milliers de millions mais en millions de millions. Quelqu'un devra arrêter tout cela et en Argentine, la classe moyenne devra se rendre compte qu'elle joue avec son avenir en vouant à l'oubli son passé.

L'appel au pays de Cristina Fernández à défendre l'État parce que « chaque fois que l'État est tombé, chaque fois qu'ils ont convaincu les argentins que l'État était une gêne, après ils se sont attaqués au peuple » est opportun. C'est précisément l'intention des globalisateurs et de leurs serviteurs locaux, renvoyer l'Argentine dans le passé comme ils l'ont fait au Honduras et au Paraguay et comme ils ont essayé sans succès en Venezuela, en Bolivie et en Équateur pour ne pas permettre l'existence d'une Amérique Latine unie et souveraine, en démantelant le Mercosur, l'Unasur, l'Alba et les remplaçant par l'ALCA (Zone de Libre-échange des Amériques), un vieux rêve mais pas oublié des globalisateurs qui à l'égal de leurs « vautours financiers » attendent patiemment leurs proies affutant chaque fois d'avantage griffes.

Dieu veuille que le peuple argentin, comme tous les peuples de l'Amérique Latine, le comprennent et prennent conscience de la situation pour ne pas se lamenter après !

Vicky Peláez pour RiaNovosti

[RiaNovosti](#). Moscou, le 16 novembre 2012.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo](#). Paris, Le 19 novembre 2012.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).